

IDENTIFICATION DE L'ÉTUDIANT

Lettres

6 chiffres

AMPHI PLACE CODE 

N° de l'Étudiant \_\_\_\_\_

(uniquement en cas d'impossibilité avérée de fournir le n° de code)

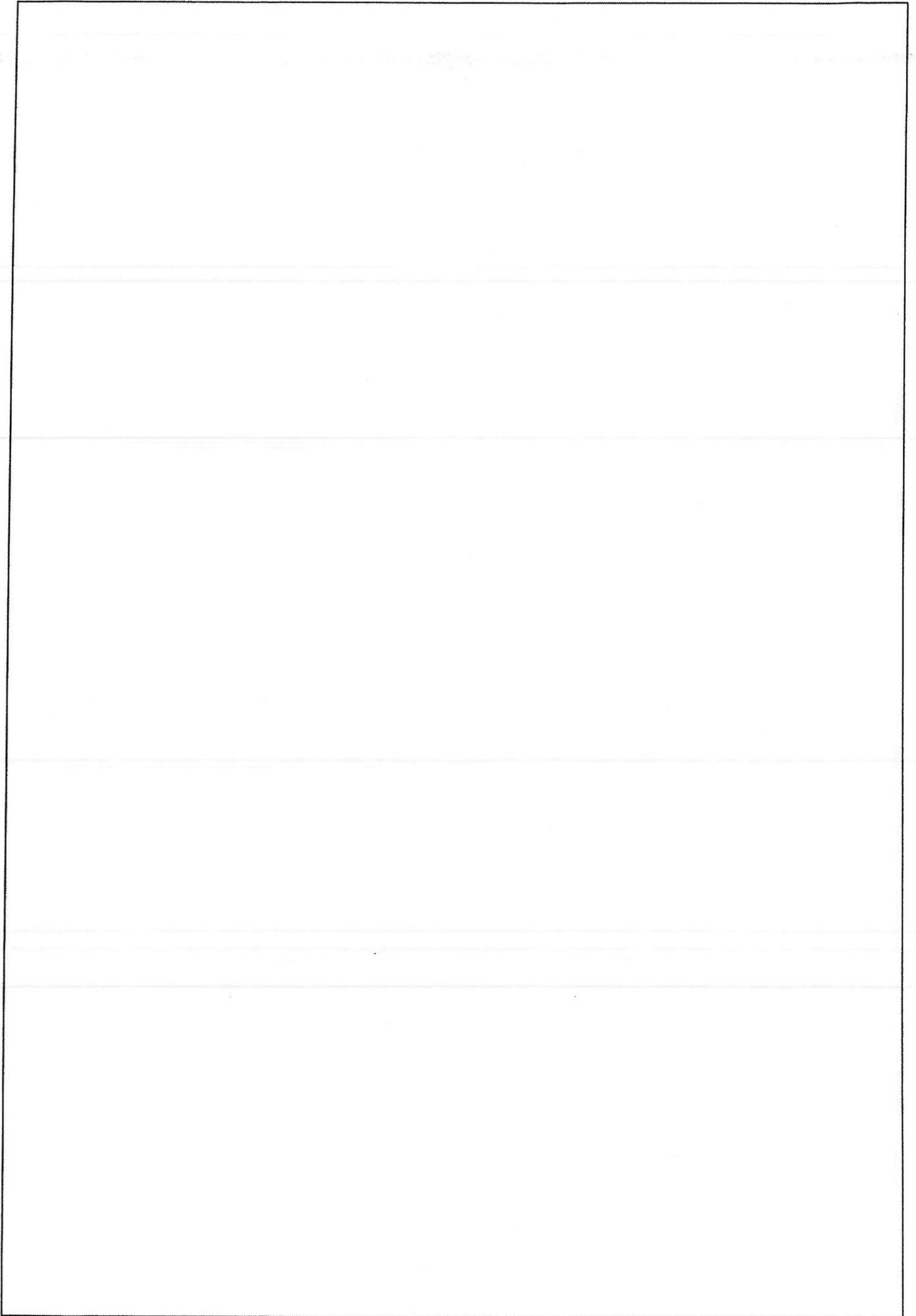
**L1-S1 – Principes et faits économiques contemporains****2ème session, vendredi 17 juin 2011****Enseignants responsables du cours :****M. Frédéric Créplet, M. Éric Fries Guggenheim et M. Francis Kern****Sujets tirés au sort :**

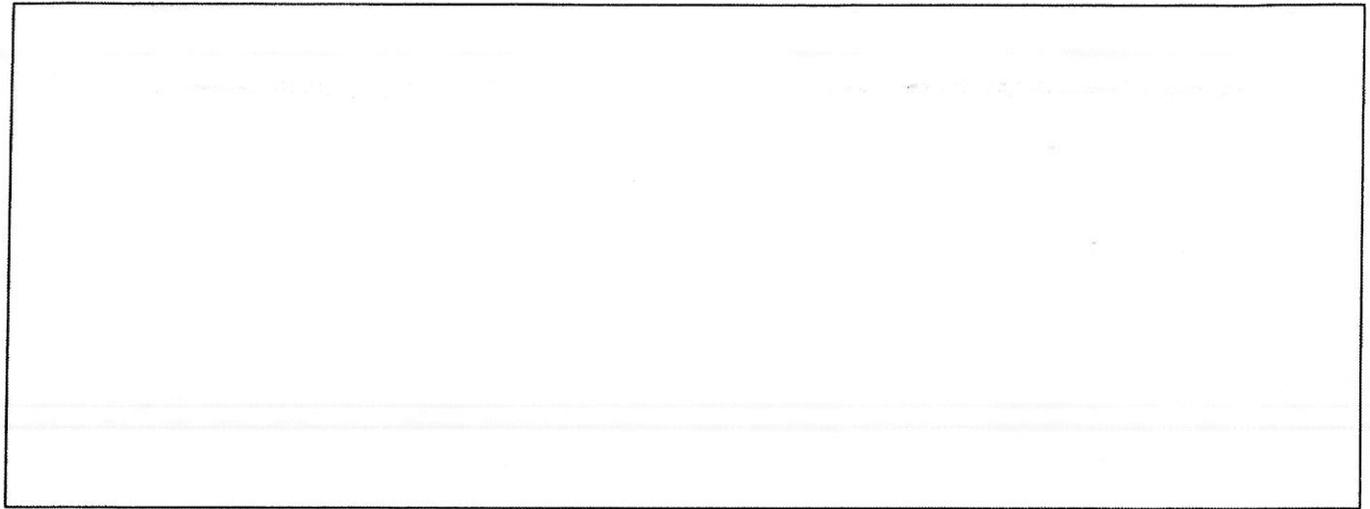
1. Travail, emploi, relation formation-emploi (Éric Fries Guggenheim)
2. La mondialisation du capitalisme et sa crise actuelle (Francis Kern)

**Durée totale de l'épreuve : 2 heures****Documents autorisés : NÉANT, calculatrices interdites**

**Veillez répondre sur le sujet même,  
et exclusivement dans les espaces prévus à cet effet**

**1. Travail, emploi, relation formation-emploi****Question 1.1. (5 points)****Le travail : une notion ethnocentrique ?****Cadre de réponse question 1.1**



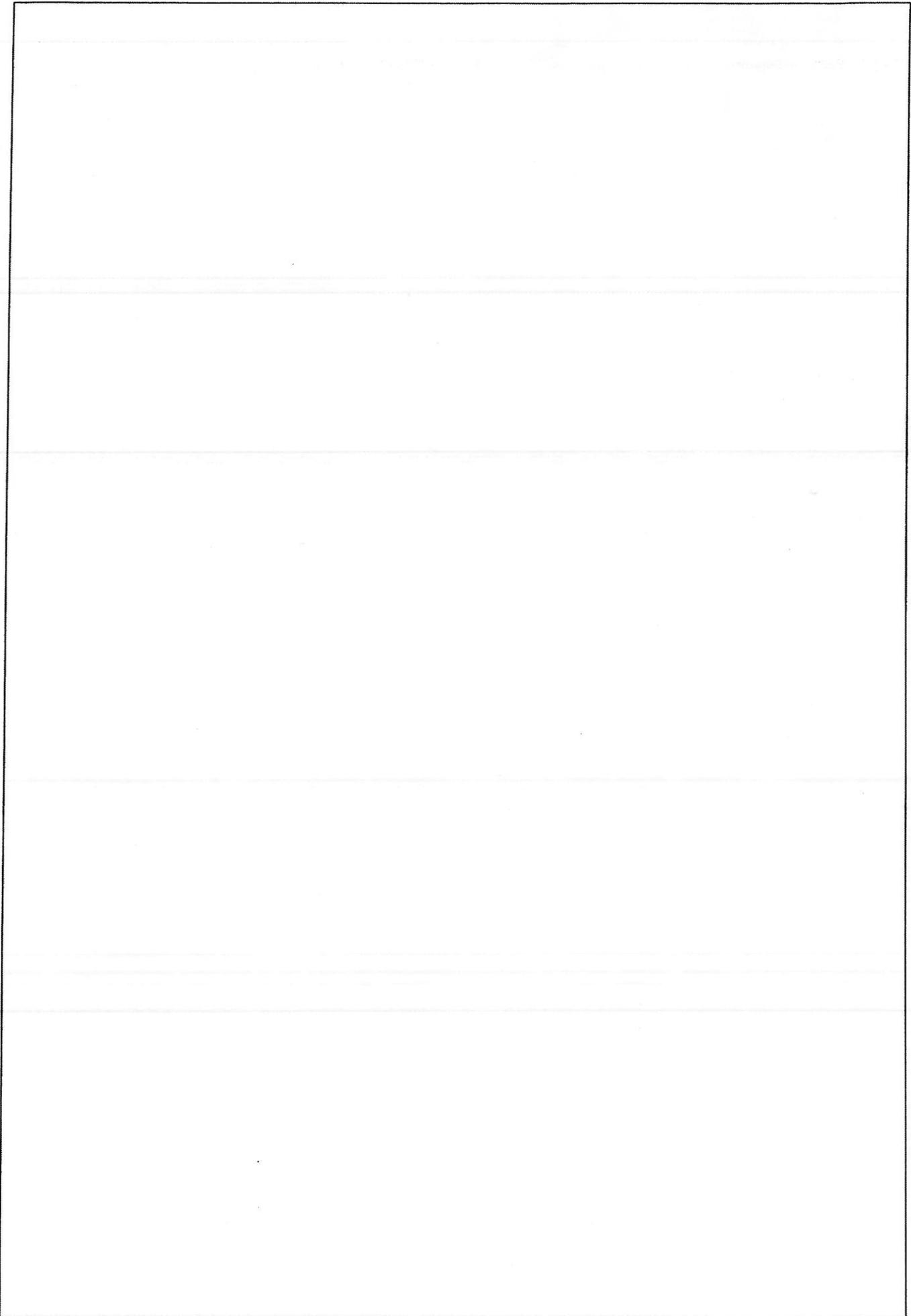


**Question 1.2. (5 points)**

Vous trouverez en annexe le préambule de la constitution de 1946 repris, avec la déclaration de 1789, dans le préambule de cette dernière, comme base de la constitution de 1958, constitution toujours en vigueur malgré l'adoption de 24 amendements de 1968 à 2008.

**En quoi le préambule de la constitution de 1946 est-il représentatif de l'*ordre public social* qu'il revenait à l'État d'instaurer et de défendre dans le mode de régulation fordien-keynésien caractéristique de la société française des trente glorieuses ?**

**Cadre de réponse question 1.2**



## 2. La mondialisation du capitalisme et sa crise actuelle

Question 2.1. (5 points)

Vous explicitez les trois termes du titre de l'ouvrage majeur de Fernand BRAUDEL « *Civilisation matérielle, économie et capitalisme* ». Pourquoi l'économie monde se différencie-t-elle de l'économie mondiale ?

Cadre de réponse question 2.1

Question 2.2. (5 points)

Vous préciserez pour *chaque période historique* quels furent les centres de l'économie monde et les causes qui expliquent leur localisation

Cadre de réponse question 2.2.

**Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946**



1. Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.
2. Il proclame, en outre, comme particulièrement nécessaires à notre temps, les principes politiques, économiques et sociaux ci-après :
3. La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme.
4. Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.
5. Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances.
6. Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix.
7. Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent.
8. Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises.
9. Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité.
10. La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement.
11. Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.
12. La Nation proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales.
13. La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État.
14. La République française, fidèle à ses traditions, se conforme aux règles du droit public international. Elle n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.
15. Sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix.
16. La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion.
17. L'Union française est composée de nations et de peuples qui mettent en commun ou coordonnent leurs ressources et leurs efforts pour développer leurs civilisations respectives, accroître leur bien-être et assurer leur sécurité.
18. Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires ; écartant tout système de colonisation fondé sur l'arbitraire, elle garantit à tous l'égal accès aux fonctions publiques et l'exercice individuel ou collectif des droits et libertés proclamés ou confirmés ci-dessus.